

NEWSLETTER 5-2012

à tous les membres des sections / an alle Sektionsmitglieder

Table des matières / Inhaltsverzeichnis	Page
1. Politique vitivinicole fédérale	1
2. Nouvelles motions parlementaires	2
2.1 Motion Favre 12.3728 "Assainissement des stocks de vins AOC"	2
2.2 Motion Hiltpold 12.3726 "Adapter le contingent d'importation des vins à l'évolution de la consommation"	3
2.3 Motion Darbellay 12.3738 "Intégrer les vins mousseux au contingent d'importation des vins"	3
2.4 Motion Reynard 12.3733 "Des mesures pour soutenir la viticulture suisse"	4
1. <i>Weinbaupolitik auf Bundesebene</i>	5
2. <i>Neue parlamentarische Motionen</i>	5
2.1 <i>Motion Favre 12.3728 "Förderung des Absatzes von Wein mit kontrollierter Ursprungsbezeichnung (AOC)"</i>	5
2.2 <i>Motion Hiltpold 12.3726 "Importkontingent dem Weinkonsum anpassen"</i>	6
2.3 <i>Motion Darbellay 12.3738 "Aufnahme der Schaumweine ins Einfuhrkontingent für Weine"</i>	7
2.4 <i>Motion Reynard 12.3733 "Massnahmen zur Unterstützung der Schweizer Weinwirtschaft"</i>	7

1. Politique vitivinicole fédérale

Pour mémoire, la force du franc suisse a provoqué une forte perte de compétitivité des vins suisses en 2011. La situation du marché reste très difficile vu la force du franc. Le problème est clairement conjoncturel, le marché ayant été quasiment en situation de pénurie jusqu'à l'été 2011. Avant que les prix à la production ne se soient totalement effondrés, il est central d'assainir la situation du marché, afin de relancer la production et la vente de nos vins via une stratégie confirmée de haute qualité.

Pour rappel, en date du 19 septembre, la motion Freysinger relative aux contingents d'importation de vins, transformée en une proposition individuelle à l'article 65 de la Loi sur l'agriculture, n'a pas obtenu de majorité auprès du Conseil national. Pour information, la FSV,

dans le cadre d'un courrier de recommandations PA 2014-2017 auprès des parlementaires, avait recommandé son adoption.

Par ailleurs, en plus des motions Favre et Barthassat déposées ce printemps en matière de promotion des vins, quatre autres motions parlementaires ont été déposées le 18 et le 19 septembre 2012 au Conseil national (voir point 2 ci-dessous). Elles sont soutenues par la FSV et l'IVVS.

Entre la session d'automne et celle de décembre, les comités FSV et IVVS auront l'occasion de siéger pour appuyer ces démarches politiques. Par ailleurs, des contacts sont en cours auprès des Commissions des finances, afin de faire inscrire le crédit nécessaire à un assainissement rapide des stocks (voir point 2.1). Cette mesure est la seule qui peut avoir un effet d'urgence.

La quantité à déclasser correspond à quelque 10 millions de litres. La branche demande une participation à hauteur de CHF 1.50 par litre, soit 15 millions de francs. Cette campagne de déclassement devrait avoir lieu sur une base volontaire.

Avec une telle action de déclassement, l'équilibre de l'économie vitivinicole suisse serait rétabli beaucoup plus rapidement qu'avec une action de jus de raisin, qui n'aurait des effets au mieux qu'à la fin de 2013. Les moyens mis à disposition par la Confédération seraient ainsi utilisés de manière beaucoup plus efficace.

En parallèle de cette mesure urgente, la branche agit via la promotion des vins suisses, ceci en bonne intelligence avec l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG).

2. Nouvelles motions parlementaires

Les motions parlementaires suivantes ont été déposées le 18 et le 19 septembre 2012 au Conseil national :

2.1 Motion Favre 12.3728 - "Assainissement des stocks de vins AOC"

Texte déposé

En application de l'article 13 de la Loi sur l'agriculture, le Conseil fédéral est chargé de soutenir l'assainissement de 10 millions de litres des stocks de vins suisses AOC, par déclassement en vins de table. Pour ce faire, à l'image du paquet de mesures franc fort de septembre 2011, il débloquera un crédit extraordinaire de 15 millions de francs.

Développement

L'excellente vendange 2011 a malheureusement été confrontée à une évolution négative de la consommation des vins en Suisse. Elle a diminué de 6 millions de litres en 2011, dont 5 millions sur le dos des vins suisses. Naturellement le franc fort et ses effets conjoncturels en 2011 et 2012 – la pression de l'importation, la progression des achats transfrontaliers et le ralentissement touristique – ont une part importante de responsabilité. De plus, le renforcement continu de la lutte confédérale contre la consommation d'alcool, notamment en lien à la mobilité privée, ne cesse de faire pression sur la demande.

Par ailleurs, en faveur de divers secteurs économiques, le Conseil fédéral a déjà pris des mesures d'urgence liées au franc fort. La viticulture suisse, malgré ses difficultés et ses appels, n'a malheureusement à ce jour pas été considérée. Au final, des entreprises, places de travail et vignobles sont en péril. Sans mesures concrètes, l'arrachage de centaines d'hectares de vignes est à craindre. Notre paysage est en jeu.

Dans ce marché en forte décroissance quantitative, il est particulièrement difficile pour la production suisse de tenir ses parts de marché, malgré une stratégie qualité mise en œuvre depuis plusieurs décennies.

Le déclassement de 10 millions de litres permettrait de redresser le marché des vins suisses, en tordant le cou à la spirale du dumping des prix.

2.2 Motion Hiltbold 12.3726 "Adapter le contingent d'importation des vins à l'évolution de la consommation"

Texte déposé

Depuis 1990, la consommation de vins en Suisse a diminué de 10 pour cent ou quelque 35 millions de litres. Cette diminution a eu lieu principalement sur le dos de la production indigène. En conséquence, le contingent d'importation de 170 millions de litres doit être diminué proportionnellement. Le Conseil fédéral mettra tout en œuvre pour atteindre cet objectif.

Développement

Depuis l'avènement du franc fort en 2011, les conditions-cadre de la viticulture suisse ont changé drastiquement avec une perte de compétitivité de 25 pour cent. La concurrence étrangère déjà très forte par le passé vu des coûts de main-d'œuvre particulièrement bas s'est vue dopée par un cours de change particulièrement favorable. En 2011, la consommation de vins suisses a diminué de cinq millions de litres, ce qui remet en question de nombreuses entreprises viticoles. Rappelons que ces entreprises n'ont pas bénéficié du paquet de mesures franc fort de 870 millions de francs voté en septembre 2011 par les Chambres fédérales.

Dans ce marché en forte décroissance quantitative, il est particulièrement difficile pour la production suisse de tenir ses parts de marché, malgré une stratégie qualité mise en œuvre depuis plusieurs décennies.

Aujourd'hui les conditions-cadre de la vitiviniculture suisse sont très défavorables, notamment en lien au franc fort, aux coûts socio-économiques de production, aux marges supérieures réalisées par les acteurs du marché via l'importation et finalement vu la lutte institutionnelle contre la consommation d'alcool. Au final, des entreprises, places de travail et vignobles sont en péril. Sans mesures concrètes, l'arrachage de centaines d'hectares de vignes est à craindre. Notre paysage est en jeu.

Ainsi, une adaptation du contingent d'importation en proportion de la consommation de vins en Suisse est indispensable et par ailleurs cohérente.

2.3 Motion Darbellay 12.3738 "Intégrer les vins mousseux au contingent d'importation des vins"

Texte déposé

Je charge le Conseil fédéral de modifier sa pratique en matière d'importation de vin en intégrant les vins mousseux au contingent tarifaire des vins.

Développement

La Suisse a notifié à l'OMC un contingent tarifaire pour l'importation des vins de 170 millions de litres. Sur le territoire de la Confédération, la consommation est de 274 millions de litres en 2011, dont environ 60 pour cent de vins étrangers et 40 pour cent de vins suisses. Dans le cadre de ce contingent, le droit de douane qui s'applique est bas. Au-delà des 170 millions de litres, c'est le taux hors contingent, nettement plus élevé qui s'applique.

Selon le discours officiel, les importations de vins étrangers sont toujours en-deçà du contingent tarifaire. En réalité, statistique officielle de l'année viticole 2011 de la Confédération suisse à l'appui, les importations suisses dépassent nettement les 170 millions de litres. Durant l'année 2011, la Suisse a importé l'équivalent de 189 millions de litres de vins.

Il apparaît que la Confédération accepte l'importation de vins mousseux (16 millions de litres) à un taux un peu plus élevé que celui des vins "tranquilles" mais que ces volumes importants n'émargent pas au contingent tarifaire des vins. Cette situation est intolérable. Elle peut être corrigée sans modifications législatives, ni difficultés importantes vis-à-vis de l'OMC. Il suffit pour cela de modifier la pratique en introduisant les vins mousseux dans le contingent tarifaire. Cela reviendrait au même qu'un abaissement du contingent tarifaire, tenant compte de la diminution de la consommation suisse, mais sans les inconvénients qui pourraient être liés à cette mesure.

L'intégration des mousseux au contingent tarifaire est juste car personne ne peut nier le phénomène de substitution entre un verre de vin, un prosecco et une coupe de champagne. Un vin mousseux est aussi un vin ! La pratique souhaitée permettrait de tenir compte indirectement de la baisse constante et généralisée de la consommation des vins en Suisse et d'un contingent d'importation qui n'a jamais été abaissé depuis son introduction.

2.4 Motion Reynard 12.3733 "Des mesures pour soutenir la viticulture suisse"

Texte déposé

Le Conseil fédéral est chargé de prendre des mesures en faveur de la viticulture suisse, notamment en améliorant la promotion et en fixant certaines conditions pour les importations.

Développement

La viticulture suisse connaît aujourd'hui une situation très difficile. Cela est notamment dû au franc fort. Les viticulteurs suisses ne peuvent plus actuellement être concurrentiels avec certains vins importés puisque les prix pratiqués ne permettent même pas de couvrir les frais de production. En outre, alors que la consommation a nettement baissé en Suisse, on continue d'importer autant de vin qu'auparavant. Une réaction politique est aujourd'hui nécessaire.

Le Conseil fédéral est chargé de prendre des mesures pour soutenir la viticulture suisse, en mettant l'accent sur les deux stratégies suivantes :

1. Intensifier les mesures de promotion du vin suisse, essentiellement sur le territoire national, mais en tenant compte également de la promotion à l'étranger, qui a un impact important sur l'image des vins suisses.
2. S'engager à fixer certaines conditions pour les importations, afin de garantir une égalité de traitement avec les vigneron suisses. Il s'agira ainsi d'exiger une éthique de production (développement durable, produits utilisés, conditions de travail, ...).

* * * * *

1. Weinbaupolitik auf Bundesebene

Zur Erinnerung: Die Stärke des Schweizerfrankens hat 2011 zu einer bedeutenden Schwächung der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Weine geführt. In Anbetracht des starken Frankens bleibt die Marktsituation sehr angespannt. Es handelt sich klar um ein Konjunkturproblem, da bis zum Sommer 2011 das Angebot an Schweizer Weinen eher knapp war. Vor dem totalen Zusammenbruch der Traubenpreise muss die Marktsituation saniert werden, mit dem Ziel, die Produktion und den Verkauf von Schweizer Weinen über eine erklärte Qualitätsstrategie wieder anzukurbeln.

Die Motion Freysinger betreffend die Weinimportkontingente, umgewandelt in einen Einzelantrag zum Artikel 65 des Landwirtschaftsgesetzes, konnte am 19. September im Nationalrat keine Mehrheit erzielen. Der SWBV hatte im Rahmen eines Empfehlungsschreibens an die Parlamentarier die Annahme des Antrages empfohlen.

Ausserdem sind zusätzlich zu den Motionen Favre und Barthassat, die diesen Frühling eingereicht wurden und die Absatzförderung für Wein betreffen, am 18. und 19. September 2012 im Nationalrat vier weitere parlamentarische Motionen eingereicht worden (siehe nachfolgend Punkt 2). Sie werden vom SWBV und vom BSRW unterstützt.

Zwischen der Herbstsession und jener vom Dezember werden die Vorstände des SWBV und des BSRW Gelegenheit haben, an ihren Tagungen diese politischen Vorstösse zu unterstützen. Im Weiteren bestehen Kontakte zu den Finanzkommissionen, um den nötigen Kredit für die rasche Sanierung der Lagerbestände zu beantragen (siehe Punkt 2.1). Diese Massnahme ist die einzige, die eine sofortige Wirkung haben kann.

Die Menge des Weines, der zurückgestuft werden soll, beträgt ungefähr 10 Millionen Liter. Die Branche verlangt einen Beitrag in der Höhe von CHF 1.50 pro Liter, das sind 15 Millionen Franken. Diese Zurückstufung sollte auf freiwilliger Basis stattfinden.

Mit einer solchen Zurückstufungs-Aktion wäre das wirtschaftliche Gleichgewicht in der Weinbaubranche viel schneller wieder hergestellt als mit einer Traubensaft-Aktion, welche bestenfalls Ende 2013 wirksam würde. Die zur Verfügung gestellten Bundesmittel wären damit wesentlich effizienter eingesetzt.

Parallel zu dieser dringlichen Massnahme ist die Branche auch über die Absatzförderung für Schweizer Weine tätig, dies in Übereinstimmung mit dem Bundesamt für Landwirtschaft (BLW).

2. Neue parlamentarische Motionen/Vorstösse

Folgende parlamentarische Motionen sind am 18. und 19. September 2012 im Nationalrat eingereicht worden:

2.1 Motion Favre 12.3728 – "Förderung des Absatzes von Wein mit kontrollierter Ursprungsbezeichnung (AOC)"

Eingereichter Text

Der Bundesrat wird beauftragt, gestützt auf Artikel 13 des Landwirtschaftsgesetzes den Absatz von 10 Millionen Liter Lagerbeständen an Schweizer AOC-Weinen durch eine Zurückstufung auf die Qualitätsstufe "Tafelwein" zu unterstützen. Hierfür soll er, wie beim Massnahmenpaket zur Frankenstärke vom September 2011, einen ausserordentlichen Kredit in der Höhe von 15 Millionen Franken freigeben.

Begründung

Die ausserordentlich gute Ernte 2011 fällt leider zusammen mit einem Rückgang des Weinkonsums in der Schweiz. Der Konsum ist im Jahr 2011 um 6 Millionen Liter (davon 5 Millionen Liter Schweizer Weine) zurückgegangen. Verantwortlich dafür ist zum Teil natürlich auch der starke Franken und dessen Auswirkungen auf die Konjunktur der Jahre 2011 und 2012 - der Importdruck, die vermehrten Einkäufe jenseits der Grenzen und der Rückgang beim Tourismus. Zudem führt der ständige Kampf des Bundes gegen den Alkoholkonsum, namentlich im Zusammenhang mit der Benutzung des Privatautos, zu einem anhaltenden Druck auf den Konsum.

Im Übrigen hat der Bundesrat wegen der Frankenstärke bereits verschiedene Sofortmassnahmen zugunsten bestimmter Wirtschaftszweige ergriffen. Der Schweizer Weinbau wurde trotz seiner Schwierigkeiten und seiner Appelle bis heute nicht berücksichtigt. Im Endeffekt ist die Existenz von Unternehmen, Arbeitsplätzen und Weinbaugebieten gefährdet. Es ist zu befürchten, dass bald Hunderte von Hektaren an Weinbaufläche aufgegeben werden müssen, wenn keine konkreten Massnahmen ergriffen werden. Unsere Landschaft steht auf dem Spiel.

In diesem Markt, der mengenmässig stark zurückgeht, ist es trotz einer seit mehreren Jahrzehnten verfolgten Qualitätsstrategie besonders schwierig, die Marktanteile der Schweizer Produktion halten zu können.

Die Zurückstufung von 10 Millionen Litern würde den Markt für Schweizer Weine wieder ankurbeln und der Preisdumpingspirale ein Ende bereiten.

2.2 Motion Hiltbold 12.3726 "Importkontingent dem Weinkonsum anpassen"

Eingereichter Text

Seit 1990 ist der Weinkonsum in der Schweiz um 10 Prozent, beziehungsweise ungefähr 35 Millionen Liter, zurückgegangen. Dieser Rückgang ging hauptsächlich zulasten der inländischen Produktion. Das Importkontingent von 170 Millionen Litern ist daher entsprechend zu verkleinern. Der Bundesrat wird beauftragt, die nötigen Massnahmen zur Realisierung dieses Ziels zu ergreifen.

Ausführung

Seit der Franken 2011 erstarkt ist, haben sich die Rahmenbedingungen für den Schweizer Rebbau drastisch verändert und die Wettbewerbsfähigkeit ist um 25 Prozent gesunken. Die ausländische Konkurrenz, die aufgrund der besonders tiefen Arbeitskosten bereits in der Vergangenheit sehr stark war, konnte ihren Wettbewerbsvorteil dank des besonders günstigen Wechselkurses noch weiter ausbauen. Im Jahr 2011 wurden 5 Millionen Liter weniger Schweizer Wein konsumiert; die Existenz zahlreicher Rebbaubetriebe ist gefährdet. Es muss an dieser Stelle in Erinnerung gerufen werden, dass diese Betriebe nicht vom 870 Millionen Franken schweren Massnahmenpaket zur Frankenstärke profitiert haben, das im September 2011 von den eidgenössischen Räten bewilligt wurde.

In diesem Markt, der mengenmässig stark zurückgeht, ist es trotz einer seit mehreren Jahrzehnten verfolgten Qualitätsstrategie besonders schwierig, die Marktanteile der Schweizer Produktion halten zu können.

Heutzutage sind die Rahmenbedingungen für den Schweizer Rebbau äusserst ungünstig; dies insbesondere aufgrund der Frankenstärke, der sozialen und wirtschaftlichen Produktionskosten, der höheren Margen, die die Marktakteure dank Importen erzielen, und schliesslich auch des institutionellen Kampfes gegen den Alkoholkonsum. Im Endeffekt ist die Existenz von Unternehmen, Arbeitsplätzen und Weinbaugebieten gefährdet. Es ist zu befürchten, dass

bald Hunderte von Hektaren an Weinbaufläche aufgegeben werden müssen, wenn keine konkreten Massnahmen ergriffen werden. Unsere Landschaft steht auf dem Spiel.

Es liegt daher auf der Hand, dass das Importkontingent zwingend dem Schweizer Weinkonsum angepasst werden muss.

2.3 Motion Darbellay 12.3738 "Aufnahme der Schaumweine ins Einfuhrkontingent für Weine"

Eingereichter Text

Ich beauftrage den Bundesrat, seine Praxis betreffend die Weineinfuhr so anzupassen, dass Schaumweine auch in das Zollkontingent für Weine fallen.

Begründung

Die Schweiz hat bei der WTO für die Weineinfuhr ein Zollkontingent von 170 Millionen Litern notifiziert. In der Schweiz betrug der Weinkonsum im Jahr 2011 274 Millionen Liter (ca. 60 Prozent ausländische und 40 Prozent Schweizer Weine). Innerhalb dieses Kontingents ist der Zollansatz tief. Werden mehr als 170 Millionen Liter importiert, so kommt ein höherer Ausserkontingentsansatz zur Anwendung.

Offiziellen Angaben zufolge wurde dieses Zollkontingent noch nie ausgeschöpft. In Wirklichkeit übersteigen die Einfuhren von ausländischen Weinen in die Schweiz die 170 Millionen Liter jedoch deutlich, wie aus einer offiziellen Statistik des Bundes zum Weinjahr 2011 hervorgeht. So hat die Schweiz im Jahr 2011 189 Millionen Liter Wein importiert.

Offenbar akzeptiert der Bund die Einfuhr von Schaumweinen (16 Millionen Liter) zu einem Zollansatz, der leicht über demjenigen für "stille" Weine liegt, und dass aber dieses bedeutende Einfuhrvolumen nicht in das Zollkontingent für Weine fällt. Diese Situation ist inakzeptabel. Es wäre möglich, diesen Missstand ohne Rechtsänderungen und ohne grössere Schwierigkeiten gegenüber der WTO zu korrigieren. Hierfür müsste lediglich die Einfuhrpraxis so geändert werden, dass Schaumweine künftig auch in das Zollkontingent fallen. Dies käme einer Verkleinerung des Zollkontingents gleich, wodurch dem Konsumrückgang in der Schweiz Rechnung getragen werden könnte, ohne dass dadurch aber Nachteile, wie sie eine solche Massnahme mit sich bringen kann, zu befürchten wären.

Die Aufnahme der Schaumweine ins Zollkontingent ist berechtigt, denn niemand kann bestreiten, dass sowohl Wein, Prosecco und Champagner als auch Schaumweine aus Trauben gewonnen werden. Schaumwein ist schliesslich auch Wein! Die vorgenannte Abänderung der Einfuhrpraxis würde indirekt nicht nur dem konstanten und flächendeckenden Rückgang des Weinkonsums in der Schweiz Rechnung tragen, sondern auch dem Zollkontingent, das seit seiner Einführung noch nie verkleinert worden ist.

2.4 Motion Reynard 12.3733 "Massnahmen zur Unterstützung der Schweizer Weinwirtschaft"

Eingereichter Text

Der Bundesrat wird beauftragt, Massnahmen zugunsten der Schweizer Weinwirtschaft zu ergreifen. Hierfür soll er insbesondere den Schweizer Wein gezielter fördern und bestimmte Einfuhrbedingungen festlegen.

Begründung

Die Schweizer Weinwirtschaft befindet sich derzeit in einer sehr schwierigen Lage. Dies ist hauptsächlich auf den starken Franken zurückzuführen. Schweizer Winzerinnen und Winzer

können derzeit mit ihren Weinen bestimmte Importweine nicht mehr konkurrieren, denn die Preise reichen nicht einmal mehr zur Deckung der Produktionskosten. Zudem wird jetzt, da der Konsum in der Schweiz deutlich zurückgegangen ist, immer noch dieselbe Menge Wein importiert. Es ist an der Zeit, dass die Politik eingreift.

Der Bundesrat wird beauftragt, Massnahmen zur Unterstützung der Schweizer Weinwirtschaft zu ergreifen. Dabei soll der Bundesrat vor allem auf die nachfolgenden beiden Strategien setzen:

- 1. Schweizer Weine gezielter fördern, in erster Linie im Inland, wobei der Vermarktung von Schweizer Weinen im Ausland jedoch auch Rechnung getragen werden soll, denn sie hat einen grossen Einfluss auf das Image der Schweizer Weine.*
- 2. Darauf hinwirken, dass bestimmte Einfuhrbedingungen festgelegt werden, damit die Behandlungsgleichheit von Schweizer und ausländischen Winzerinnen und Winzern sichergestellt werden kann. So sollten beispielsweise ethische Richtlinien für die Weinproduktion (nachhaltige Entwicklung, verwendete Ressourcen, Arbeitsbedingungen etc.) gefordert werden.*

*** * * * ***

FSV / CAP / 09.10.2012